



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de  
la Haute-Vienne  
22, rue des Pénitents Blancs  
87039 Limoges

Limoges, le 12/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **VEOLIA AGRICULTURE FRANCE**

1 rue de la Fontainerie  
62000 Arras

Références : UiD87/2025-268  
Code AIOT : 0006003394

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2025 dans l'établissement VEOLIA AGRICULTURE FRANCE implanté ZA Occitania 87250 Bessines-sur-Gartempe. L'inspection a été annoncée le 08/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Inspection réactive suite à la déclaration d'incident d'un rejet accidentel de Gazole Non Routier (GNR) sur la plateforme de compostage.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VEOLIA AGRICULTURE FRANCE
- ZA Occitania 87250 Bessines-sur-Gartempe
- Code AIOT : 0006003394
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SEDE Environnement est autorisée, par arrêté préfectoral d'enregistrement du 30 décembre 2020, à exploiter une plate-forme de compostage en ZI Occitania à Bessines-sur-Gartempe. Elle est notamment autorisée à composter des boues de station d'épuration urbaine et à épandre des sous-produits issus de cette plate-forme de compostage sur des parcelles agricoles de plusieurs communes de la Haute-Vienne.

### **Contexte de l'inspection :**

- Accident
- Pollution

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Récupération et traitement du rejet accidentel du GNR	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 34 (III et IV)	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	7 jours
3	Consignes d'exploitation liées à la station service (Citerne GNR) du site	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 22	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Collecte du rejet accidentel du GNR	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 39	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Elles permettent de cibler les conséquences environnementales et le plan d'actions qui en découle.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Collecte du rejet accidentel du GNR**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 39
<b>Thème(s) :</b> Collecte des effluents
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 39 - Collecte des effluents.</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques...</p> <p>Il est conservé dans le dossier installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été présenté un plan des réseaux de collecte à jour, en corrélation avec les installations visitées et fil conducteur de l'inspection du site. Il a permis de bien appréhender les cheminements du rejet accidentel du GNR.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Récupération et traitement du rejet accidentel du GNR

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 34 (III et IV)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositifs de rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 34 - Dispositifs de rétention. [...] III. - Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées, ou en cas d'impossibilité, traitées conformément aux articles [...] 57. IV. - Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre [...] afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. [...] Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.
<b>Constats :</b>  <b><u>Périmètre des surfaces extérieures</u></b> Il est constaté aucune trace "en surface" de présence de GNR, sur l'ensemble du site.  <b><u>Eaux résiduelles - Partie haute du site</u></b> Comme en fait part la déclaration d'incident, il est bien observé du GNR dans le Déshuileur-Débourbeur du haut de la plate-forme (à côté du bassin). Le bassin de 2500m3 ne présente pas de présence de GNR en surface.  <b><u>Eaux résiduelles - Partie basse du site</u></b> - Pas de GNR visible dans le Déshuileur-Débourbeur (DD) du bas de la plate-forme (à côté de la réserve incendie). - Toutefois, le bassin de récupération des eaux pluviales de la communauté de communes (extérieur à l'ICPE) situé en aval de ce DD, ainsi qu'une partie du fossé en aval de ce bassin (milieu naturel), présentent des traces d'irisation stagnantes en surface. Il est supposé que cela provienne des litres de GNR rejetés lors de la déconnexion du camion (évoqué dans la déclaration d'incident) - Il est aussi remarqué la présence de GNR dans le regard "courants forts" situé à l'entrée de la zone de stockage criblage/maturation, à côté des containers. Plus précisément, du GNR stagne dans les canalisations (tubes PVC rouges) dont l'une provient du regard de l'accès à la citerne.  <b><u>En synthèse</u></b> , il peut être ainsi déduit que le rejet s'est effectué : <b>=&gt; Déversement de GNR par le regard d'accès à la citerne :</b> - par les drains situés sous la citerne : Captage final par le Déshuileur-Débourbeur haut. - par le réseau des Tubes Pour Canalisations (TPC) électriques : possible rejet dans le sol, notamment au niveau des jointures entre les gaines et les regards. <b>=&gt; Déversement de GNR issu de la déconnexion du camion (cf. déclaration d'incident) :</b> - par le réseau d'eaux pluviales (EP) supposé défectueux : probable rejet dans le sol dont le GNR se serait écoulé jusqu'au fossé périphérique qui se jette dans le bassin extérieur.

<p>Pour mémoire, l'exploitant indique les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les matières (mélange GNR + boues liquide / eau souillées) pompées dans les 2 DD, réseaux du site, fossé latéral et dans le bassin du bas ont été adressées vers une filière de collecte et traitement adaptée. La traçabilité de l'intervention est assurée dans Trackdéchét (BSD n° BSD-20251205-VMQKY5NMC). Il a été présenté ce BSD à l'inspection des installations classées, qui confirme la récupération de 6 tonnes estimées de déchets d'hydrocarbures liquides.</li> <li>- Il est programmé une nouvelle intervention de pompage et de nettoyage des réseaux du site, mercredi 10 décembre. Cette intervention fera l'objet d'un nouveau BSD dans Trackdéchét.</li> <li>- Il est également prévu une visite d'une entreprise extérieure en début de semaine 50/2025 afin d'étudier s'il y a pollution du sol autour de la cuve. Une dépollution sera initiée, le cas échéant.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les justificatifs (facture du fournisseur, caractéristiques techniques de la citerne, niveau avant remplissage,...) qui confirment l'évaluation de la quantité de GNR rejeté,</li> <li>- le rapport de l'intervention complémentaire prévue le mercredi 10 décembre concernant, d'une part, le pompage et nettoyage de tous les points de collecte (y compris hors site) et réseaux suspectés pollués (notamment les Tubes Pour Canalisations électriques) et, d'autre part, l'inspection des réseaux (courants forts, EP suspecté défectueux,...) par caméra.</li> <li>- le rapport de visite d'un bureau d'étude qui détaille les conséquences environnementales de ce rejet (pollution des sols, bassins, milieu naturel....) et les différentes opérations correctives à mener (analyses, dépollution, surveillance renforcée,...) sur l'ICPE et hors site.</li> <li>- le cas échéant, un devis et la programmation des opérations de dépollution.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 7 jours</p>

### N° 3 : Consignes d'exploitation liées à la station service (Citerne GNR) du site

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 22</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 22 - Consignes d'exploitation.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <p>[....]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les modes opératoires ;</li> </ul> <p>[....]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les instructions de maintenance et de nettoyage ; l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ;</li> </ul> <p>[....]</p> <p>L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.</p>

**Constats :**

Il n'a pas été présenté de consignes d'exploitation (mode opératoire) pour les opérations de remplissage de la citerne.

Il a également été constaté l'absence de moyen pour contrôler le niveau réel de la citerne. L'exploitant a indiqué installer une jauge prochainement. Il précise qu'actuellement, il évalue le niveau visuellement (par un orifice situé dans le regard d'accès) et effectue un suivi de contenance à travers les pleins carburants réalisés pour les engins du site.

Suite à cet incident, l'exploitant indique également vouloir mettre en place une sécurité (fermeture à clé) sur la trappe d'accès à la citerne, ainsi que sur le bouchon de remplissage.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre en place des consignes d'exploitation relatives à la station service du site (mesures de sécurité, entretien, suivi du niveau, mode opératoires pour la commande de GNR et le remplissage de la citerne, ....). Ces consignes devront être en corrélation avec les autres consignes d'exploitation du site

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours